



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 7 décembre 2016 — N° 219

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Richmond sur le sujet suivant : *Souligner le 10^e de la Coopérative du rang 13 de Saint-Camille.*
- La députée de Taillon sur le sujet suivant : *Des femmes d'exception célèbrent leur 20^e anniversaire.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Souligner le 15^e anniversaire de la Ligue d'improvisation de la Rencontre Théâtre Ados (LIRTA).*
- La députée de Saint-Hyacinthe sur le sujet suivant : *Hommage à l'haltérophile Tali Darsigny.*
- Le député de Louis-Hébert sur le sujet suivant : *Le Notre-Dame du Campus Notre-Dame-de-Foy, champion du Bol d'Or 2016.*
- Le député de Mercier sur le sujet suivant : *Souligner le 20^e anniversaire du Verre Bouteille.*
- Le député de Trois-Rivières sur le sujet suivant : *Félicitations à l'équipe de football du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières, le Vert et Or, qui a remporté la finale interrégionale des événements du Bol d'Or dans la catégorie cadet.*
- Le député de Borduas sur le sujet suivant : *Les guignolées de la circonscription de Borduas.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Souligner le 35^e anniversaire de services de M. Tebechrani comme pharmacien propriétaire à Montréal-Nord.*
- Le député de Rimouski sur le sujet suivant : *Lutte à la pauvreté.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du député de Sainte-Rose proposant l'adoption du projet de loi n° 693, Loi modifiant la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État afin de favoriser la présence de jeunes au sein des conseils d'administration des sociétés d'État.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

 - 2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

 - 3) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbying
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 4) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**

- 5) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**
- 6) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**
-
- * **Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 7) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**
- 8) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 9) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**

- 10) Projet de loi n° 107**
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**
- 11) Projet de loi n° 115**
Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité
Présenté par le ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation le **19 octobre 2016**
- 12) Projet de loi n° 118**
Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **2 novembre 2016**
- 13) Projet de loi n° 119**
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1^{er} novembre 2016**
- 14) Projet de loi n° 122**
Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **6 décembre 2016**

Étude détaillée en commission

- 15)** Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016
Principe adopté le **30 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 16)** Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 9 novembre 2016
Principe adopté le **15 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 17)** Projet de loi n° 87
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le **18 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 18)** Projet de loi n° 98
Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel
Présenté par la ministre de la Justice le 11 mai 2016
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 22 septembre 2016
Principe adopté le **27 septembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 19)** Projet de loi n° 99
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le 3 juin 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 6 octobre 2016
Principe adopté le **19 octobre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 20)** Projet de loi n° 102
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 7 juin 2016
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 30 novembre 2016
Principe adopté le **1^{er} décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 21)** Projet de loi n° 106
Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le 7 juin 2016
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 20 septembre 2016
Principe adopté le **6 octobre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
- 22)** Projet de loi n° 108
Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 octobre 2016
Principe adopté le **24 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 23)** Projet de loi n° 112
Loi donnant suite principalement à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 17 mars 2016
Présenté par le ministre des Finances le 15 novembre 2016
Principe adopté le **23 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 24)** Projet de loi n° 113
Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements
Présenté par la ministre de la Justice le 6 octobre 2016
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 novembre 2016
Principe adopté le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

- 25)** Projet de loi n° 109
Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 8 juin 2016
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 17 novembre 2016
Principe adopté le 29 novembre 2016
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le **6 décembre 2016**

Adoption

- 26)** Projet de loi n° 114
Loi modernisant la gouvernance des musées nationaux
Présenté par le ministre de la Culture et des Communications le 20 octobre 2016
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 9 novembre 2016
Principe adopté le 10 novembre 2016
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation adopté le 30 novembre 2016
Reprise du débat ajourné le **6 décembre 2016**

- 27) Projet de loi n° 116
Loi visant le transfert des activités du registraire des entreprises au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Présenté par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 9 novembre 2016
Principe adopté le 22 novembre 2016
Rapport de la Commission de l'économie et du travail adopté le **6 décembre 2016**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 28) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 29) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 30) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 31) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 32) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

- 33) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 34) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d’approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 35) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement afin d’affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 36) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 37) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d’infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 38) Projet de loi n° 395
Loi sur l’observateur de l’intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 39) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 40) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 41) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l’Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

- 42) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 43) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 44) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 45) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 46) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 47) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 48) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 49) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**

- 50) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 51) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 52) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 53) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 54) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 55) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 56) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 57) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**

- 58)** Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 59)** Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**
- 60)** Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**
- 61)** Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**
- 62)** Projet de loi n° 696
Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles
Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

63) Projet de loi n° 693

Loi modifiant la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État afin de favoriser la présence de jeunes au sein des conseils d'administration des sociétés d'État

Présenté par le député de Sainte-Rose le 10 juin 2016

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 9 novembre 2016

Principe adopté le 16 novembre 2016

Rapport de la Commission des finances publiques adopté le 29 novembre 2016

Vote reporté le **6 décembre 2016**

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

64) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

65) Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Mascouche

Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

66) Projet de loi n° 211

Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins

Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

67) Projet de loi n° 214

Loi concernant la Ville de Drummondville

Présenté par le député de Drummond-Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 68)** Projet de loi n° 220
Loi concernant la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures
Présenté par le député de Louis-Hébert le **16 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 69)** Projet de loi n° 221
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 70)** Projet de loi n° 222
Loi permettant la conversion de L'Assurance Mutuelle de l'Inter-Ouest et de
l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et leur fusion
Présenté par le député de Chapleau le **22 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 71)** Projet de loi n° 223
Loi concernant la continuation de Sous les Auspices de l'association des
éleveurs de bétail du district de Beauharnois inc.
Présenté par le député de La Prairie le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 72)** Projet de loi n° 224
Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de
protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et
dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement
maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus)
Présenté par le député de Chambly le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 92

Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec, à encadrer les pratiques commerciales en matière de médicaments ainsi qu'à protéger l'accès aux services d'interruption volontaire de grossesse
(titre modifié)

Adopté le **6 décembre 2016**

Projet de loi n° 120

Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale

Adopté le **6 décembre 2016**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition d'Investissement Québec concernant le chapitre 1 du rapport du Vérificateur général de juin 2016 intitulé « Investissement Québec : information sur la rentabilité financière et la performance économique ».
- Audition du ministère de la Culture et des Communications concernant la gestion administrative et les engagements financiers du ministère et de la Régie du cinéma.
- Audition de la Société des alcools du Québec concernant le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Société des alcools du Québec : achat et vente de boissons alcooliques et performance ».
- Audition de la Régie du logement concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 4 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Régie du logement : traitement des demandes ».
- Audition du secrétariat du Conseil du trésor concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 7 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Système électronique d'appel d'offres au gouvernement du Québec ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 106**, Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 6 octobre 2016).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 220**, Loi concernant la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures (mandat confié le 16 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 224**, Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus) (mandat confié le 2 décembre 2016).

Mandat réglementaire

Étude de pétitions :

- Pétitions 2753-20161115, 2754-20161115 et 2755-20161115 concernant l'opposition à la pesée des élèves dans les cours d'éducation physique.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du bâtiment du Québec.
- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Mandat d'initiative

- Audition du Regroupement activistes pour l'inclusion Québec.
- Étudier le processus ayant mené à la vente des actions de RONA par Investissement Québec.
- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).
- **Projet de loi n° 108**, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 24 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 112**, Loi donnant suite principalement à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 17 mars 2016 (mandat confié le 23 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 222**, Loi permettant la conversion de L'Assurance Mutuelle de l'Inter-Ouest et de l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et leur fusion (mandat confié le 22 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 223**, Loi concernant la continuation de Sous les Auspices de l'association des éleveurs de bétail du district de Beauharnois inc. (mandat confié le 2 décembre 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 62**, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes (mandat confié le 15 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 98**, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel (mandat confié le 27 septembre 2016).
- **Projet de loi n° 113**, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements (mandat confié le 2 décembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 115**, Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité (mandat confié le 15 novembre 2016).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 99**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions (mandat confié le 19 octobre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 102**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert (mandat confié le 1^{er} décembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 196) Mme David (Gouin) – **4 octobre 2016**
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

En commission parlementaire, le ministre a argumenté auprès de l'opposition que le Programme objectif emploi, prévu dans le projet de loi 70, doit contenir des mesures de « réciprocité » et des pénalités financières. Pour soutenir ce qu'il avance, monsieur le ministre s'est référé maintes fois au fait que les programmes actuels ont de mauvais taux de participation. Pour faire suite à ces discussions, je questionne le gouvernement sur les renseignements statistiques en lien avec les débats entourant le Programme objectif emploi.

Afin d'avoir un débat plus serein et éclairé, je demande au ministre de produire les statistiques suivantes pour les trois dernières années civiles (2013 à 2015) :

1. Combien de personnes ont déposé une demande d'aide sociale?
2. Parmi ces personnes, combien :
 - a. ont été jugées en contraintes temporaires ou en contraintes sévères?
 - b. ont quitté l'aide sociale à l'intérieur d'un an?
 - c. ont participé à une mesure d'aide à l'emploi?
 - i. et quelles mesures?
 - ii. avec quels organismes (le CLE directement, les CJE, les groupes d'insertion, etc.)?
 - iii. pour quelle durée de participation?
 - d. ont complété ou abandonné ces mesures?
 - i. pour quels motifs en cas d'abandon?

Le ministre peut-il nous transmettre ces statistiques de manière ventilée et avec les références, notamment sur la situation familiale, le genre, l'âge, la région, le niveau de scolarité atteint, citoyenneté, etc.?

210) M. Jolin-Barrette (Borduas) – **10 novembre 2016**
À la ministre de la Justice

Le 13 juillet 2015, conformément à l'article 115.1 du Code des professions, la ministre de la Justice instaurait un nouveau Bureau des présidents. La création de ce bureau constituait une nouveauté dans le système de la justice professionnelle. Il visait notamment à corriger la problématique des très longs délais de délibération de certains présidents de conseils de discipline de plusieurs ordres professionnels.

Depuis près d'un an et demi, onze présidents ont été désignés. Ceux-ci ont rendu plus de 352 décisions, en date du 31 mai 2016, concernant les membres d'ordres professionnels. Les pouvoirs des présidents sont importants. L'Office des professions souhaite par ailleurs que le Bureau des présidents traite mille plaintes annuellement.

L'encadrement du travail des présidents par un code de déontologie est urgent.

Or, le code de déontologie des présidents n'est toujours pas en vigueur. Nous posons les questions suivantes à la ministre de la Justice :

1. Nous souhaitons savoir à quel moment entrera en vigueur un code de déontologie pour les présidents du Bureau des présidents de l'Office des professions?
2. La ministre de la Justice va-t-elle développer un code de déontologie pour les membres des ordres professionnels siégeant au conseil de discipline?

211) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **15 novembre 2016**
Au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles

Le 16 octobre 2014, le MERN rend public le plan d'action gouvernemental pour l'inspection des puits pétroliers ou gaziers inactifs du Québec. Accordant une attention particulière aux 700 puits abandonnés sur le territoire, ce plan d'action indique que le gouvernement souhaite accélérer la cadence pour compléter l'inspection des puits inactifs d'ici 2017 et entamer dès 2015 la restauration des sites problématiques. En outre, le gouvernement précise dans ce plan que par souci de transparence, il rendra disponible aux citoyens l'information sur les puits inactifs tout au long de l'évolution des travaux sur sa carte interactive.

Dans le cadre de ce plan d'action, le gouvernement signe également une entente avec l'AQLPA et le collectif CMAVI le 17 novembre 2014, mandatant ces derniers pour situer et inspecter tous les puits inactifs des basses terres du Saint-Laurent. Or, cette entente a été annulée de manière prématurée en janvier 2016 et les citoyens sont sans nouvelle de l'état d'avancement de ces travaux.

Partageant les préoccupations des citoyens à cet égard et plus particulièrement celles de CMAVI, je souhaite que le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles réponde aux questions suivantes :

1. Quel est l'état de la situation de la centaine de puits qui ont fait l'objet d'inspection par le ministère depuis 2011 tel qu'écrit dans le « Plan d'action pour l'inspection des puits inactifs » et pourquoi ces informations ne sont-elles pas déjà publiques via la carte interactive du ministère?
2. Comment le ministre compte-t-il terminer l'inspection et la documentation des 700 puits inactifs d'ici 2017?
3. Quand le ministre compte-t-il rendre public le travail effectué par les citoyens et l'AQLPA, qui avaient réussi à trouver et documenter plus d'une centaine de puits inactifs et découvert qu'une trentaine d'entre eux avaient des problématiques environnementales?
4. Sur cette trentaine de puits problématiques, combien d'entre eux ont été pris en charge par le ministère afin d'appliquer des mesures d'atténuation ou de correction?
5. Qu'est-ce que le ministre considère comme étant un puits problématique?
6. Le ministre croit-il que de se limiter à mettre une clôture autour d'un puits problématique, comme dans le cas du puits inactif (A-190) de Ste-Françoise au Centre-du-Québec, permet d'assurer la sécurité des citoyens et règle les problèmes de fuites significatives?
7. Qu'advient-il des puits abandonnés et situés sous des cadres bâtis? Combien de puits inactifs sont dans cette situation?

212) M. Khadir (Mercier) – **22 novembre 2016**
Au ministre des Finances

Loto-Québec a été fondée en 1969 et a commencé la vente de billets de loterie dès mars 1970. En 1977, elle a implanté un nouveau réseau de vente par des kiosques clairement identifiés à Loto-Québec. Situés dans des centres commerciaux, les kiosques, qui vendent uniquement des produits de Loto-Québec, étaient gérés par des organismes sans buts lucratifs. Ainsi, Loto-Québec se donnait une image de bon citoyen corporatif et permettait aux OSBL d'obtenir du financement, tout en bénéficiant d'une main-d'œuvre bon marché.

Selon les OBNL, c'était une entente où tous étaient gagnants. Il faut comprendre que si les employés des kiosques étaient des employés de l'État, comme dans les SAQ, il en coûterait beaucoup plus cher. Les préposés à la vente de billets sont formés et connaissent très bien les produits en plus d'offrir une expérience client hors pair, contrairement aux dépanneurs.

Par le passé, la totalité des kiosques, plus d'une centaine, était gérée par environ 70 organismes sans but lucratif. Au cours de l'année 2016, Loto-Québec a décidé de modifier sa façon de faire. Dans une lettre que certains organismes gestionnaires ont reçue en date du 9 mai 2016, Loto-Québec annonçait qu'elle révisait le modèle d'affaires pour ses kiosques car celui-ci n'avait pas été revu depuis 40 ans et qu'il devrait être dynamisé puisqu'il n'était plus optimal. Selon les modalités du « nouveau modèle d'affaire de LOTO-QUÉBEC » des lots d'environ 10 kiosques seront désormais offerts à des gestionnaires qui viennent de firmes indépendantes.

Contrairement à ce qui est toujours écrit sur le site de Loto-Québec, les critères d'éligibilité auraient changé et il ne serait plus nécessaire « d'exercer ses activités de bienfaisance au Québec » et « d'être détenteur d'une charte provinciale, d'une charte fédérale ou de tout autre document officiel émanant du gouvernement du Québec ou du Canada attestant que l'organisme est reconnu comme un organisme sans but lucratif ».

Le 20 juillet 2016 Loto-Québec a soumis un appel d'offres pour gérer un premier lot de kiosques. La date de réponse à l'appel d'offres était le 29 juillet 2016, soit 8 jours ouvrables au milieu de la période estivale.

En date du 1^{er} octobre un premier lot de 10 kiosques a été octroyé à un gestionnaire détenant une compagnie à numéro, le 9306-0531 Québec inc.

À la lumière des éléments portés à l'attention du ministre des Finances, nous souhaitons qu'il réponde aux questions suivantes :

- En quoi le modèle qui prévalait n'est-il plus optimal, et en quoi le sera-t-il davantage avec le nouveau modèle d'affaires permettant à des entrepreneurs privés de gérer un ensemble de kiosques (environ 10)?
- Le ministre des Finances est-il au courant des agissements de Loto-Québec?
- En permettant à Loto-Québec d'ouvrir l'exploitation des kiosques aux entreprises à but lucratif, le ministre est-il conscient qu'il prive un bon nombre d'OSBL d'un financement important avec lequel ils offrent des services inestimables à la population? Est-ce que le ministre a l'intention de se pencher sur cette question et de soutenir les organismes qui perdent des revenus à cause de la décision de Loto-Québec?
- Nous demandons au ministre de nous soumettre l'entente d'exploitation conclue avec l'entreprise à but lucratif 9306-0531 Québec inc. pour opérer 10 kiosques.
- À quel moment le ministre suspendra-t-il la mise en place du nouveau modèle d'affaires qui permet l'exploitation des kiosques de Loto-Québec par des entreprises à but lucratif?
- Enfin, le ministre est-il conscient que c'est une mauvaise façon de traiter des partenaires d'affaires que sont les OSBL qui collaborent avec l'État depuis plus de 40 ans, tout en réinjectant les bénéfices dans des services directs à la population?

215) Mme D'Amours (Mirabel) – **23 novembre 2016**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

En janvier 2014, l'Association des producteurs de maïs de Neuville a entamé les démarches auprès du CARTV pour obtenir une indication géographique protégée (IGP). Le CARTV a accompagné l'association et jugé tout au long du processus de la pertinence de la demande.

Pour ce faire, les producteurs de maïs de Neuville ont dû démontrer l'unicité de leur production et le fait qu'il s'agit d'une appellation déjà reconnue pour sa qualité. Ils ont dû élaborer un cahier de charge stricte qui a été évalué et approuvé par le comité mis en place par le CARTV. Au cours du processus de validation de l'IGP, il y a eu des consultations publiques qui ont permis de venir valider et réviser la démarche.

À la toute fin, en mars 2016, le CARTV a déposé au ministre de l'Agriculture la recommandation que soit créé l'IGP demandé par l'Association des producteurs de maïs de Neuville. Une approbation rapide aurait permis aux producteurs de produire dès cet été leur maïs avec l'IGP.

Cela fait 8 mois et le ministre n'a toujours pas approuvé.

Pour quelle raison est-ce que l'approbation n'a pas encore été donnée de créer l'IGP? Quelles lois et/ou règlements posent problème dans l'octroi de l'IGP? Quelle est la « problématique de dimension juridique » évoquée par le député de Portneuf dans un communiqué publié le 15 octobre 2016 qui empêche l'approbation de l'IGP? Est-ce que le ministre a rencontré ou communiqué avec l'Association des producteurs de maïs de Neuville? Est-ce que le ministre s'engage à approuver l'IGP d'ici mars 2017?

216) Mme D'Amours (Mirabel) – **23 novembre 2016**

Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Le 21 octobre 2016 dernier, la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches faisait parvenir au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, une résolution adoptée la veille lors de leur assemblée générale annuelle. La résolution, incluse dans la lettre, contenait notamment les éléments suivants :

« CONSIDÉRANT que le gouvernement a aussi annoncé qu'à compter du 1er janvier 2017, les terres agricoles exploitées par un producteur enregistré au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) seront admissibles à une aide financière correspondant à 78 % de la valeur des taxes municipales;

CONSIDÉRANT que le gouvernement affirme faussement que ce pourcentage de 78 % équivaut globalement au niveau de soutien présentement accordé aux bénéficiaires du programme;

CONSIDÉRANT que le nouveau programme appliquera un taux unique de 78 %, exclura les taxes scolaires et abolira le crédit de 100 % pour les premiers 300 \$ de taxes municipales;

CONSIDÉRANT que le crédit de 85 % du coût des taxes pour l'évaluation qui excède 1 814 \$ par hectare (ha) sera aussi aboli;

CONSIDÉRANT que selon les simulations faites par la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches, une entreprise en production de pommes de terre (14 ha) peut s'attendre à une hausse de 35 %, une entreprise en production animale (122 ha) atteindra 41 % d'augmentation, une entreprise maraîchère près d'un milieu urbain (32 ha) peut quant à elle s'attendre à une hausse de 110 %, et une entreprise de petite taille (18,2 ha) subirait de son côté une hausse de 117 %;

L'Assemblée générale de la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches demande unanimement :

- Au ministère du Revenu et au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec :
 - de suspendre les modifications administratives annoncées pour le 1^{er} janvier 2017 et de maintenir le Programme de crédit de taxes foncières agricoles (PCTFA) dans sa forme actuelle tant et aussi longtemps qu'une refonte de la fiscalité foncière agricole n'aura pas été mise en place en collaboration avec le milieu. »

Quelle réponse le ministre a-t-il fait parvenir à la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches? Est-ce que le ministre reconnaît que la révision annoncée du Programme de crédit de taxes foncières agricoles (PCTFA) provoquera une hausse des paiements de taxes pour 83 % des entreprises agricoles qui étaient inscrites au programme? Est-ce que le ministre entend annuler les modifications annoncées au PCTFA? Est-ce que le ministre entend effectuer des consultations afin de redéfinir les programmes relatifs à la fiscalité foncière agricole?

217) M. Khadir (Mercier) – **29 novembre 2016**
Au ministre des Finances

Le Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt (PCBMI) qui permet, chaque année, à plus de 315 000 personnes fragilisées de produire leur rapport d'impôt et d'envoyer leur déclaration est en péril.

Des témoignages de plusieurs organismes démontrent les impacts négatifs des changements apportés au PCBMI sur les personnes en situation de plus grande vulnérabilité. Comme vous le savez, ce programme est administré conjointement par l'Agence du revenu du Canada et Revenu Québec. Le PCBMI offre la possibilité à des personnes à faible revenu, d'obtenir de l'aide pour produire leurs déclarations de revenus. Cette aide est fournie lors des cliniques d'impôts annuelles tenues par les organismes communautaires, un peu partout dans la province.

À ses débuts, le rôle du PCBMI était le support à l'organisation, l'encadrement, la formation et le recrutement des bénévoles. Le PCBMI offrait une formation complète aux futurs bénévoles, incluant des mises à jour annuelles aux bénévoles expérimentés. Les déclarations étaient remplies manuellement sur les formulaires papier, ce qui permettait à un plus grand nombre de bénévoles de se porter volontaires pour aider aux différentes cliniques.

Or, depuis 2008, un virage numérique (déclarations par envois électroniques) a été entamé sans évaluer et sans penser aux conséquences pour les organismes communautaires.

De plus, les critères du PCBMI ont été largement modifiés :

- Les bénévoles doivent désormais être recrutés par les organismes communautaires. Le PCBMI exige des nouveaux bénévoles qu'ils possèdent déjà des connaissances de base en matière d'impôt et de production par la transmission électronique. Le nombre de bénévoles a chuté de 1230 en 2014 à 534 en 2015 pour la seule région de Montréal (source : demande d'accès à l'information).
- Les formations offertes aux bénévoles sont maintenant purement techniques et se font exclusivement par Webinaire, avec des présentations de base ne répondant pas à leurs besoins.
- Le PCBMI recommande fortement que les déclarations soient produites de façon électronique, sur un logiciel, ce qui pose un défi majeur pour les organismes qui n'ont pas nécessairement l'équipement requis et les moyens financiers pour répondre à cette nouvelle directive. Il s'avère difficile de trouver des bénévoles possédant les compétences informatiques nécessaires pour produire les déclarations en ligne.
- Les employés et bénévoles sont débordés devant le nombre croissant d'appels, de besoins complexes et l'incapacité de répondre à la demande.

À la lumière des éléments portés à l'attention du ministre des Finances, nous souhaitons qu'il réponde aux questions suivantes.

- Le ministre est-il conscient qu'avec ce virage, plus de 300 000 personnes desservies par les organismes risquent de ne plus recevoir ce service et que parmi celles-ci nous retrouvons des personnes âgées, des familles, des personnes seules, des personnes itinérantes, toutes déjà fragilisées?
- Le ministre est-il conscient que si ces personnes ne peuvent plus produire leurs déclarations pour des raisons de manque d'accès et de disponibilité d'une ressource adaptée à leurs besoins, à la suite des décisions purement administratives, leurs conditions économiques et sociales seront encore plus précaires et qu'elles risquent d'être privées des crédits d'impôt auxquels elles ont droit (ex. : l'allocation-logement, la TPS, le crédit d'impôt pour solidarité et le supplément de revenu garanti) ?
- Depuis la mise en place du programme, en 1988, quels ont été les montants attribués au PCBMI par Revenu Québec, par année?
- Quand comptez-vous rétablir les anciens critères du PCBMI, un programme simple, relativement peu coûteux et ayant fait ses preuves afin de permettre aux organismes de continuer de produire des déclarations d'impôts sous la formule papier et en s'assurant que le PCBMI recrute et forme adéquatement des bénévoles?
- Quand comptez-vous accorder une aide financière aux organismes qui souhaitent produire par la transmission électronique (achat d'imprimante, connexion Internet, papier pour impression, formation des bénévoles)?
- Quand comptez-vous élargir le mandat du PCBMI afin qu'il soutienne adéquatement les organismes communautaires en offrant du personnel rémunéré, formé et compétent?
- Vous engagez-vous à entreprendre des discussions avec votre homologue fédérale, Mme Diane Lebouthillier, afin de vous assurer que le gouvernement libéral réinvestisse dans le programme PCBMI ?
- Vous engagez-vous à défendre auprès de la ministre fédérale la nécessité d'un réinvestissement important et immédiat dans ce programme ?
- Advenant un refus de votre homologue fédérale de réinvestir dans le programme, vous engagez-vous à compenser le désengagement du fédéral afin que les populations vulnérables du Québec ne soient pas fragilisées davantage?

- 218) M. Lemay (Masson) – **1^{er} décembre 2016**
Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

L'ancien site industriel du chemin Louis-Riel à Bécancour, ayant déjà été occupé par l'usine Recyclage Aluminium et Alsa Aluminium, est un site contaminé par des tonnes de résidus considérés comme des matières dangereuses. Les cellules d'enfouissement renfermant ces résidus ne sont plus étanches et les eaux contaminées par ces fuites débordent dans le fossé périphérique au site, pour ensuite se déverser dans le réseau hydrographique de Bécancour.

Or, bien qu'il s'agisse d'une situation complexe, le ministère de l'Environnement est au fait depuis 2004 que le site fuit et aucune mesure n'a été prise pour décontaminer le site ou mitiger les risques environnementaux et de santé publique. Le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques se penche sur une étude afin de déterminer les actions à prendre pour sécuriser les lieux, étude dont les résultats seront connus en mars 2017. Est-ce que le ministre s'engage à rendre les résultats de cette étude publics, et ce, dès qu'ils seront connus? Que compte faire le ministre pour assurer la protection des citoyens de Bécancour touchés par cette catastrophe environnementale? Quelles actions compte-t-il prendre pour s'assurer de la santé de ces citoyens et dans quel délai agira-t-il?

- 219) M. Spénard (Beauce-Nord) – **6 décembre 2016**
Au ministre de la Sécurité publique

Le service spécialisé ADR (Avis de recherche) a mis au point un produit dérivé qui permet aux services policiers et aux autorités civiles de cibler des messages d'alertes d'urgence directement aux usagers de téléphones cellulaires, incluant la transmission d'images photos et vidéos. Hors, en 2013, malgré l'appui de la plupart des corps policiers du Canada et du Québec, des maires provenant aussi bien d'Halifax que de Vancouver, de la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que l'appui de regroupements de consommateurs canadiens, le CRTC a mis fin à la distribution obligatoire de la chaîne de télévision ADR. Cette décision a été qualifiée d'inexplicable et sans précédent par deux ex-commissaires du CRTC, incluant un ex-vice-président du CRTC.

N'étant plus distribué par les câblodistributeurs suite à cette décision du CRTC, l'entreprise ADR devra bientôt fermer ses portes. Un financement temporaire et sur une base transitoire pourrait lui permettre de mettre en place ce service d'alerte hautement désiré par les corps policiers et qui a été éprouvé sur le terrain lorsque l'entreprise faisait partie du service de base obligatoire des abonnés du câble. Une aide sur une base transitoire est nécessaire, en attendant que le dossier du service spécialisé de télévision soit présenté de nouveau après la nomination d'un nouveau président du CRTC d'ici l'été 2017.

À cet effet, les articles 6(1)a), 6(1)c) et 6(1)d) de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile permettent au ministre fédéral de la Sécurité publique d'intervenir dans ce dossier.

Est-ce que le ministre de la Sécurité publique interpellera le ministre fédéral de la Sécurité publique afin d'exiger qu'il exerce sans délai son pouvoir discrétionnaire pour trouver une solution en vue de maintenir et de développer le service ADR (Avis de recherche), la seule entreprise canadienne qui détient tout le savoir-faire nécessaire pour mettre en place rapidement un service d'alertes au Québec et au Canada?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 6 décembre 2016

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires – *ministre de la Justice*.

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec – *ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire*.